

“Il faut complètement repenser la politique de notre pays”

Ressources négligées, atouts sabotés, mauvais choix stratégiques : Henri Proglia, l'ancien président-directeur général d'EDF, livre un regard sans concession sur la situation énergétique française.

Propos recueillis par Mickaël Fonton

Que vous inspire l'actualité énergétique mondiale? S'agit-il véritablement d'une crise, voire d'un choc comme on l'entend dire depuis quelques jours?

Concernant les hydrocarbures, pétrole et gaz, il s'agit indéniablement d'une crise. Je serais tenté d'ajouter: une de plus. Et de dire aussi que ce n'est pas très surprenant. On ne pouvait pas en prévoir la date, mais il n'était pas difficile d'imaginer qu'elle se produirait.

Du fait du rôle particulier du détroit d'Ormuz?

Oui, mais même de manière générale: les soubresauts du monde qui nous entoure rendaient une crise énergétique plus ou moins inévitable.

La France est-elle spécialement exposée à cette crise des hydrocarbures? On a pu lire que c'est surtout l'Asie, très dépendante du pétrole des pays du Golfe, qui est en première ligne.

La France n'est pas parmi les plus fragiles, mais nous ne sommes absolument pas autonomes; si nous ne sommes pas autonomes, c'est donc que nous sommes dépendants, donc exposés. Ensuite, jauger notre niveau de fragilité ou de solidité exige une réponse plus complexe. Nous disposons d'un atout électrique considérable, mais nous

l'avons laissé se dégrader — nous y reviendrons plus loin. Pour parler spécifiquement des hydrocarbures, ce qui a été fait n'a pas été très bon, c'est le moins qu'on puisse dire. La privatisation d'Elf n'était pas une bonne idée — TotalEnergies est devenue assez largement une entreprise anglo-saxonne sur laquelle l'État n'a que peu de prise. En termes de stratégie, Total avait eu du nez en se tournant vers la Russie,

“Les hydrocarbures portent le monde, y compris le nôtre, et ils continueront de le faire. Ce n'est pas une question de point de vue.”

mais, hélas, on connaît la suite. Notre relation avec l'Algérie n'est pas exactement au beau fixe... Bref, notre dépendance avec le monde extérieur est très grande et plutôt complexe.

De quoi regretter que la France ait renoncé à se donner ne serait-ce qu'une idée précise de ses propres ressources?

Il fallait au moins savoir de quoi nous parlions, en effet. Nous n'avons rien fait pour savoir, et même nous avons tout

fait pour ne pas savoir. Je ne pense pas que nos gisements de gaz ou de pétrole de schiste aient été importants, car c'est souvent corrélé à la présence de charbon et nous n'en avons pas beaucoup, mais enfin il aurait été bon d'en avoir le cœur net! Nous avons préféré nous draper dans notre dignité vertueuse.

Certains commentateurs voient dans la crise actuelle la confirmation de leur point de vue: il nous faut absolument nous passer des énergies fossiles. Qu'en pensez-vous?

C'est absurde, ça n'a strictement aucun sens. Les hydrocarbures portent le monde, y compris le nôtre, et ils continueront de le faire. Ce n'est pas une question de point de vue.

Revenons-en à l'électricité; la France s'était dotée d'un appareil de production qui était précisément, au moins en partie, une réponse au choc pétrolier. Vous disiez que cet atout avait été fortement dégradé. Comment cela s'est-il passé et où en sommes-nous aujourd'hui?

[Soupir.] C'est une histoire qui a été racontée bien souvent; comment la résumer? Nous cochions toutes les cases. La production, la distribution, l'exportation du savoir-faire; l'électricité était nationale, abondante, très peu coûteuse. Et puis tout a été mis par terre,

sous la pression de l'Europe et par faiblesse ou hostilité interne. EDF a été désoptimisé, démantelé, détruit. Si on compare la situation présente à ce qu'elle était en 2000, que voit-on? Nous consommons 12 % d'électricité en moins, largement du fait de la mort de notre industrie. Nous avons la même plateforme de production (avec Fessenheim en moins mais désormais Flamanville en plus) et les mêmes barrages. L'outil productif est donc quasi identique et il est davantage amorti. Le consommateur devrait payer son électricité au moins 12 % moins cher qu'en 2000. Or, il la paye à peu près deux fois plus cher. Cherchez l'erreur. Elle est là: dans la désoptimisation, dans les aides farfelues versées aux sources intermittentes qui ont perturbé le système et considérablement renchéri la ressource. Les coûts de revient ont explosé. Nos compétences, qui étaient majeures, se sont évaporées, on ne vend plus rien. C'est édifiant.

On a peine à croire que l'idéologie puisse à ce point se substituer à la science et à la technique...

L'idéologie peut se substituer à tout, mais à ce niveau-là, ce n'est même plus de l'idéologie, c'est de la politique dans ce qu'elle a de plus faible. De banals accords électoraux entre le Parti socialiste et les Verts, rien de plus. C'est un immense gâchis.

Le pouvoir en place évoque beaucoup la réindustrialisation, mais à vous entendre, on se dit que ce n'est pas pour tout de suite?

Le gouvernement dit tout et son contraire, mais je vous confirme que la réindustrialisation n'est pas à l'ordre du jour; on compte plutôt les faillites.

Peut-on au moins considérer que le nucléaire va effectivement entrer dans une nouvelle ère?

Je serais plus prudent. L'EPR2 n'est pas achevé; il est encore très compliqué et, à mon sens, beaucoup trop puissant.



Henri Proglio. Pour l'ancien président d'EDF, "les grands discours sur la relance du nucléaire relèvent pour l'instant de l'incantation".

Nous n'avons pas besoin de machines de ce type. Il serait plus simple et, surtout, bien moins coûteux d'allonger de vingt ans la durée de vie de nos centrales. Cet EPR2, à qui va-t-on pouvoir le vendre? À personne d'autre qu'à nous-mêmes. Et à un prix qui risque fort d'être très élevé... De toute façon, les grands discours sur la relance du nucléaire relèvent pour l'instant de l'incantation. Inutile de parler de la PPE3 [programmation pluriannuelle de l'énergie, NDLR],

qui ne sera jamais mise en œuvre, ce qui d'ailleurs n'est pas forcément un mal. On ne pourra y voir plus clair qu'après la présidentielle.

Quel vœu formez-vous pour 2027?

Pour le sujet qui nous concerne, je dirais qu'il faut complètement repenser la politique énergétique du pays à moyen et long terme, car celle qui est actuellement en vigueur est aux antipodes du bien commun. ●